LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

Vous voulez en finir avec le régime Giscard-Barre

Vous voulez en finir avec le chômage, la hausse des prix, l'aggravation des conditions de travail et de vie, les atteintes aux libertés. Vous voulez en finir avec ce régime qui remet en cause les droits des travailleurs et des travailleuses, envoie la police contre les luttes des ouvriers et des paysans, refuse la moindre liberté aux soldats, bafoue le droit d'asile politique, refoule les travailleurs immigrés, maintient son joug colonial sur les prétendus territoires et départements d'outre-mer, et aide militairement les régimes les plus réactionnaires du monde.

L'austérité et la répression, ça suffit !

Au second tour, nous ferons tout pour battre la droite, en votant pour le candidat du PC ou du PS le mieux placé. Mais au premier tour vous pouvez choisir !

Allez-vous voter pour le PS contre le PCF ou pour le PCF contre le PS ?

Depuis septembre 1977, c'est la division entre PCF et PS. Mitterrand et Marchais se disputent à la télé. Les travailleurs et travailleuses sont exclus d'un débat qui se passe dans les états-majors au-dessus de leur tête.

François Mitterrand refuse de se prononcer sur l'austérité. Georges Marchais dénonce toute austérité de gauche. Mais qu'a-t-il proposé depuis deux ans, pour empêcher l'application du plan Barre ? Le PCF dénonce les sociaux-démocrates protugais et allemands, mais il refuse de condamner les partis communistes italien et espagnol qui appellent aux sacrifices des travailleurs.

Le PS s'est engagé à respecter la règle du désistement, après avoir négocié un marchandage électoral avec les notables radicaux « de gauche ». Le PCF refuse de s'engager au désistement automatique pour le PS, mais il se retire sans condition dès le 1er tour pour les gaullistes de « gauche » ! Il justifie son chantage en faisant de son score électoral la seule garantie contre une austérité de gauche. Comme si la seule garantie contre l'austérité n'était pas la mobilisation et l'unité des travailleurs.

Alors dites clairement « Non à la division ! Non à l'austérité ! »

Allez vous voter pour la force de frappe combattue pendant vingt ans par tout le mouvement ouvrier ?

Allez-vous voter pour le programme électro-nucléaire qui met en danger les travailleurs et la population ?

Peut-on changer la vie à l'usine, au bureau, dans les quartiers, à l'école et dans les casernes, si on ne reconnaît pas :

— les mêmes droits sociaux et politiques, y compris le droit de vote pour les travailleurs immigrés ;

— le droit de véto pour les travailleurs et travailleuses sur les licenciements, les cadences, l'hygiène et la sécurité ;

— le droit de contrôle des usagers et des habitants sur la polution, l'urbanisme et le cadre de vie ; un moratoire nucléaire avec arrêt immédiat de construction de centrales ;

— le droit pour les minorités nationales de vivre et travailler au pays, d'élire leurs représentants, de parler leur leur langue ;

— les droits démocratiques pour les soldats, en particulier le droit d'organisation syndicale ;

— le droit de regard des travailleurs et des travailleuses sur l'école et la formation ; indépendance matérielle pour les jeunes ; droit à des activités collectives autonomes.

Vous voterez pour vos revendications !

Pour la réduction immédiate du temps de travail à 35 heures sans diminution de salaire ; c'est un emploi pour tous et pour toutes, du temps pour vivre !

Pour l'échelle mobile des retraites et des salaires qui garantisse le pouvoir d'achat, et en particulier l'augmentation du SMIC à 2 400 F, contre la hausse des prix.

Pour l'égalité effective entre hommes et femmes en matière de salaires, d'emplois, de formations. Par la création d'équipements collectifs suffisamment nombreux et de qualité, permettant d'en finir avec la double journée de travail.

Pour l'avortement libre et gratuit. Pour la libération des femmes.

Pour en finir avec la crise économique et la gaspillage capitaliste, nationalisation de tous les secteurs clés, sans indemnités ni rachat et sous le contrôle des travailleurs. Laisser 85 % de la production directement détenue entre les mains des patrons privés, comme le proposent le PCF et le PS malgré leurs divergences sur les filiales, c'est accepter que ce soit encore les lois de la concurrence capitaliste qui l'emportent.

Affirmer la volonté collective de la population laborieuse de décider par elle-même. Imposer le contrôle des travailleurs et travailleuses préparant l'autogestion socialiste !

Peut-on accepter de garder Giscard ?

Président de la République disposant de tous les pouvoirs que lui donne la Constitution mise en place par le coup d'Etat militaire de 1958 ?

C'est Giscard-Barre qu'il faut chasser ! C'est l'unité des travailleurs qui y parviendra. Le PCF et le PS doivent s'engager dans cette voie, en cessant leurs compromissions et leurs divisions.

Pour dire à Marchais et Mitterrand que vous voulez qu'ils forment un gouvernement du PCF et du PS, mais que vous n'entendez pas les laisser décider de tout à votre place en votre nom.

Pour dire à Marchais et Mitterrand : « Assez de division ! Réservons nos coups à la droite. Pas question de collaborer avec Giscard et las partis bourgeois, quels qu'ils soient ! »

Pour dire :
— Non à l'austérité ! Oui aux revendications !
— Non à la division ! Oui à l'unité ouvrière !
Votez au 1er tour pour les candidats et candidates de la Ligue communiste révolutionnaire. Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs.

11 ans de Baumel : cela suffit !

« Confiance », nous disent les affiches de Baumel placardées dans toute la circonscription. De ces 5 années, nous retiendrons surtout du bilan de Baumel (et de ses acolytes Fourcade et Bodin) :

— des milliers de licenciements, principalement à Rueil (4 000) ces dernières années, sans parler de ceux en cours (Chenaille-Dutertre à Saint-Cloud ; Ciba-Geigy, Partiot à Rueil) ;

— la répression contre les immigrés, contre les militants syndicaux (LBS, Vim, IFP, Degrèmont) ;

— les impôt locaux en hausse vertigineuse (le record revenant à Rueil avec + 30 % en un an) ;

— une spéculation effrénée visant d'abord à détruire les quartiers populaires (quartier du Gué, Noblet à Rueil, Petit-Garches, centre de Saint-Cloud), pour ne reconstruire que des logements de haut standing, et presque aucun logement social ;

— des transports en commun inexistants, sinon des mini-navettes qui n'existent que le temps d'une campagne électorale ;

— des équipements sociaux (crèches, haltes-garderies, centres de loisirs, etc.) en nombre et en qualité insuffisants ;

— la non-application de fait de la loi Veil sur l'interruption de grossesse dans les hôpitaux de la région.

Tout cela se résume parfaitement dans deux phrases de Baumel : « Il faut gérer une ville comme une entreprise », et donc faitre des profits, « je veux faire de Rueil un second Neuilly ».

Rueil-Garches-Saint-Cloud, ce sont aussi des luttes !

— Dans les entreprises :
Dassault, Vim, Comsip, Bernard-Moteurs, hôpital de Garches, Degrèmont, contre les salaires bloqués, la déqualification ou les licenciements.

— Des immigrés : qui se font tirer dessus à Rueil ou expulser.

— Des femmes : qui s'organisent dans les groupes femmes.

— Dans les lycées : qui refusent la loi Haby, ou maintenant les suppressions de classes.

— Des enseignants : contre l'auxiliariat à perpétuité, les suppressions de postes (5 au lycée de Rueil).

— Dans les quartiers : contre les faux défenseurs du cadre de vie, Baumel et Fourcade, partisans de la A 86, quoiqu'en dise le premier. Quant au second, la construction d'un deuxième tunnel autoroutier sous le parc de Saint-Cloud se passe de commentaires. De ceux qui se battent contre l'etouffement de toute vie locale (à Garches où monsieur le maire « apolitique » tente d'interdire toute diffusion et vente aux militants ouvriers sur le marché du centre). De ceux qui refusent d'être expulsés (quartier Noblet à Rueil).

Pour que cela cesse et change

Il faut chasser cette maffia et sortir le député sortant. Il bénéficiait de tous les pouvoirs (président du conseil général du 92). Il n'a rien tenu ! C'est pourquoi il lâche ses SAC.

A travers toutes ces luttes, c'est la volonté d'en finir avec ce régime, l'exigence du socialisme qui s'exprime. C'est le sens des candidatures que la Ligue communiste révolutionnaire présente sur cette circonscription.
Au premier tour :

Alain GOLEA
employé chez Degrèmont,
délégué syndical, 28 ans,
licencié pour raisons syndicales.

Michelle Bouyer
enseignante, syndicaliste,
48 ans, suppléante

Vu, le candidat

Imprimerie Rotographie